



COUR D'APPEL DE VERSAILLES
Service Administratif Régional
Service des marchés publics
5 rue Carnot
78 000 Versailles

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT

**Prestations de vérifications périodiques
réglementaires et techniques, applicables aux
bâtiments judiciaires du ressort de la Cour d'appel de
Versailles**

MP_2024_002_78_1_210_53_78

Marché passé en application des articles L.2124-1, L.2124-2, L.2124-3, L.2324-1, L.2324-3 et R.2124-1, R.2124-2, R.2142-1 à R.2142-14, R.2142-19 à R.2142-26, R.2161-2, R.2161-3, R.2161-4, R.2161-5 du Code de la commande publique

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

LUNDI 30 SEPTEMBRE 2024 A 12H00

(TERME DE RIGUEUR)

SOMMAIRE

Section I	Identification de l'organisme qui passe l'accord-cadre
Section II	Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur
Section III	Objet de l'accord-cadre
Section IV	Procédures
Section V	Délai d'urgence – justification
Section VI	Condition de délai
Section VII	Allotissement et lieu d'exécution ou de livraison
Section VIII	Caractéristiques principales
Section IX	Division en lots
Section X	Durée de l'accord-cadre ou délai d'exécution
Section XI	Conditions relatives à l'accord-cadre
Section XII	Dossier de consultation
Section XIII	Conditions relatives à la candidature
Section XIV	Modalités de remise de l'offre
Section XV	Critères d'attribution
Section XVI	Attribution
Section XVII	Clause d'insertion
Section XVIII	Autres renseignements
Section XIX	Contentieux

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

A ☐ TRAVAUX

B ☒ FOURNITURES

C ☒ SERVICES

PREAMBULE

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles L.2124-1, L.2124-2 et L.2125-1 du Code de la commande publique et R.2124-2-1°, R.2161-2 à R.2161-5 du même code.

L'acheteur public est l'Etat, Ministère de la Justice, Cour d'appel de Versailles.

La Personne publique est représentée conjointement par le Premier Président de la Cour d'appel de Versailles et le Procureur Général près ladite Cour, par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, conformément aux articles R312-66 et R312-67 du Code de l'organisation judiciaire.

Le comptable public assignataire des paiements est le Trésorier Payeur Général des Yvelines, 16 avenue de Saint Cloud, 78000 VERSAILLES.

SECTION I : Identification de l'organisme qui passe l'accord-cadre

- | | | |
|--|--|---|
| <input checked="" type="checkbox"/> Etat | <input type="checkbox"/> Région | <input type="checkbox"/> Département |
| <input type="checkbox"/> Commune | <input type="checkbox"/> Etablissement public national | <input type="checkbox"/> Etablissement public territorial |
| <input type="checkbox"/> Autres | | |

SECTION II : Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur

1 – Nom et adresse officiels de l'acheteur public :

Dénomination : Cour d'Appel de Versailles,

Adresse : 5 rue Carnot RP 1113

Code postal : 78 011

Localité/ville : VERSAILLES cedex

Pays : France

rgbmp.sar.ca-versailles@justice.fr

sec.rgbmp.sar.ca-versailles@justice.fr

2 – Téléchargement du dossier de consultation :

Le dossier de consultation doit être téléchargé à partir de la plate-forme des achats de l'Etat

www.marches-publics.gouv.fr disponible sous la référence :

- MP 2024_002_78_1_210_53_78.

3 – Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

www.marches-publics.gouv.fr

Point d'attention :

Les demandes de renseignements complémentaires devront être faites sur www.marches-publics.gouv.fr, au plus tard dix (10) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres fixée au 1 de la section VI. Les réponses apportées par l'Administration seront alors adressées au plus tard six (6) jours ouvrés avant cette même date limite à tous les candidats, conformément à l'article R2132-6 du Code de la commande publique.

4 – Adresse auprès de laquelle les offres doivent être déposées :

Les dossiers doivent être transmis de façon dématérialisée, sur la plate-forme des marchés www.marches-publics.gouv.fr, sous la référence :

- MP_2024_002_78_1_210_53_78

conformément à l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Toutes les modalités de dépôt des offres sont indiquées en annexe I du présent règlement de la consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute proposition qui ne sera pas remise dans les conditions précisées ci-dessus ou qui parviendra après la date et l'heure limites fixées à la page 1 du Règlement de Consultation et au 1) de la section VI ci-dessous ne sera pas prise en compte.

5 – Adresse auprès de laquelle la copie de sauvegarde peut être envoyées ou déposées :

Le candidat est invité, à titre de copie de sauvegarde, à effectuer une transmission sur support physique électronique ou sur support papier.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que cette copie de sauvegarde n'est ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde (programme informatique malveillant, candidature ou offre électronique reçue de façon incomplète, hors délai ou qui n'a pu être ouverte sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres).

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement par le candidat par un anti-virus.

Lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les candidatures et les offres transmises par voie électronique et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par la Personne publique peuvent faire l'objet d'une réparation dont il sera gardé trace selon l'arrêté du 22 mars 2019 susvisé.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par la Personne publique.

Cette copie de sauvegarde doit être transmise avec accusé de réception à l'adresse suivante :

Cour d'appel de Versailles
Service Administratif Régional Judiciaire
Service des Marchés Publics
5, rue Carnot
78011 VERSAILLES

SECTION III : Objet de l'accord-cadre

1) Objet de l'accord-cadre :

Le présent marché a pour objet des prestations de service qui a pour objet la réalisation d'opérations de vérifications périodiques réglementaires et techniques.

L'ensemble de ces prestations s'exécute sur les bâtiments judiciaires du ressort de la Cour d'appel de Versailles situés dans les départements de l'Eure et Loir (28), des Yvelines (78), des Hauts de Seine (92) et du Val d'Oise (95), incluant le site de la Cour (Annexe CCTP.1 : annexe bâtiminaire – liste et coordonnées des juridictions ainsi que la catégorie de rattachement des bâtiments de chaque site qui entrent dans le champ d'application du présent marché).

L'objet de ce marché est assorti **d'une obligation de résultat**.

L'exécution du marché est soumise aux conditions techniques décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définissant l'ensemble des prestations à effectuer.

2) Type de marché de services :

Réalisation d'opérations de vérifications périodiques réglementaires et techniques.

3) Type de marché de fournitures :

Réalisation d'opérations de vérifications périodiques réglementaires et techniques.

4) Nomenclature (Classification CPV) :

CPV principal : 71356100-9 : Service de contrôle technique

CPV secondaires :

71631300-3 : Service de contrôle technique de bâtiment

71630000-3 : Service de contrôle et d'essai technique

90714000-5 : Contrôle de la conformité aux normes environnementales

5) Forme du marché :

➤	S'agit-il d'un accord-cadre forfaitaire	OUI
➤	S'agit-il d'un accord-cadre à bons de commande	OUI
➤	S'agit-il d'un accord-cadre à commande avec un minimum et un maximum	NON
➤	S'agit-il d'un accord-cadre à commande avec seulement un maximum	OUI
➤	S'agit-il d'un marché à tranches	NON
➤	S'agit-il d'un accord-cadre associé à des marchés subséquents	NON

SECTION IV : Procédures

1) Type de procédure : Appel d'offres ouvert établie en application des articles L.2124-2 et R2124-2-1° du Code de la commande publique.

2) Les candidats ont-ils déjà été sélectionnés (dans le cas d'une procédure négociée) ? : sans objet

3) Possibilité de recours à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires (dans le cas d'un appel d'offres ouvert) : OUI

4) Dialogue compétitif : NON

SECTION V : Délai d'urgence – justification

Sans objet

SECTION VI : Condition de délai

1) Date limite de remise des offres : **30 septembre 2024 à 12h00 (terme de rigueur)**

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli qui parviendrait au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC), sera considéré comme hors délai.

2) Date prévue pour l'envoi de l'invitation à déposer une offre aux candidats sélectionnés (dans

le cas d'une procédure restreinte ou négociée) : sans objet

3) Délai de validité des offres : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres

SECTION VII : Allotissement et lieu d'exécution ou de livraison

Ce marché n'est pas alloti.

Les sites pris en charge sont :

- **Cour d'appel de Versailles**
- **Service Administratif Régional**
- **Arrondissement judiciaire de Versailles qui comporte les juridictions suivantes :**
 - Tribunal Judiciaire de Versailles
 - Tribunal de Proximité de Mantes la jolie
 - Tribunal de Proximité de Poissy
 - Tribunal de Proximité de Rambouillet
 - Tribunal de Proximité de Saint Germain en Laye
 - Tribunal de Proximité de Versailles
 - Tribunal de Commerce de Versailles
 - Conseil des prud'hommes de Mantes la jolie
 - Conseil des prud'hommes de Poissy
 - Conseil des prud'hommes de Rambouillet
 - Conseil des prud'hommes de Saint Germain en Laye
 - Conseil des prud'hommes de Versailles
- **Arrondissement judiciaire de Nanterre qui comporte les juridictions suivantes :**
 - Tribunal Judiciaire de Nanterre
 - Tribunal de Proximité d'Antony
 - Tribunal de Proximité d'Asnières
 - Tribunal de Proximité de Boulogne Billancourt
 - Tribunal de Proximité de Colombes
 - Tribunal de Proximité de Courbevoie
 - Tribunal de Proximité de Puteaux
 - Tribunal de Proximité de Vanves
 - Tribunal de Commerce de Nanterre
 - Conseil des prud'hommes de Boulogne Billancourt
 - Conseil des prud'hommes de Nanterre

• **Arrondissement judiciaire de Pontoise qui comporte les juridictions suivantes :**

- Tribunal Judiciaire de Pontoise
- Tribunal de Proximité de Pontoise
- Tribunal de Proximité de Gonesse
- Tribunal de Proximité de Montmorency
- Tribunal de Proximité de Sannois
- Tribunal de Commerce de Pontoise
- Conseil des prud'hommes d'Argenteuil
- Conseil des prud'hommes de Montmorency
- Conseil des prud'hommes de Pontoise

• **Arrondissement judiciaire de Chartres qui comporte les juridictions suivantes :**

- Tribunal Judiciaire de Chartres
- Tribunal de Proximité de Dreux
- Tribunal de Commerce de Chartres
- Conseil des prud'hommes de Chartres
- Conseil des prud'hommes de Dreux
- Conseil des prud'hommes de Châteaudun

Cette liste de sites est non exhaustive et peut être amenée à évoluer (cf. Annexe 1 au CCTP – Liste des juridictions du ressort de la cour d'appel de Versailles).

SECTION VIII : Caractéristiques principales

1) **Type d'accord-cadre :** cet accord-cadre comporte une partie forfaitaire et une partie à bons de commande. Il s'exécute par application de la DPGF pour la partie forfaitaire, et sur bons de commande après validation d'un devis dont les prix unitaires s'appuient sur un Bordereau de Prix Unitaires (BPU), pour la partie à bons de commande.

2) **Prestation supplémentaire éventuelle (PSE) :** sans objet.

3) **Calendrier des marchés ultérieurs en cas de marchés reconductibles :** sans objet.

4) **Refus des variantes :** **OUI**

Nota : En cas de discordance entre les différentes indications des prix forfaitaires ou unitaires figurant dans l'offre, l'indication en lettres du prix forfaitaire figurant dans l'Acte d'Engagement (AE) prévaudra sur toutes autres indications.

SECTION IX : Division en lots

1) **Prestations divisées en lots :** **NON**

2) **Possibilité de présenter une offre pour** un lot ☐ plusieurs lots ☐ l'ensemble des lots ☐
Sans objet

SECTION X : Durée de l'accord-cadre ou délai d'exécution

1) Durée du marché ou délai d'exécution :

Le marché est conclu pour une période allant du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2025. Il est reconductible annuellement par décision expresse de la Personne publique sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

2) Date prévisionnelle de début des prestations : 1^{er} janvier 2025

SECTION XI : Conditions relatives à l'accord-cadre

1) Cautionnement et garanties exigées : sans objet

2) Modalités essentielles de financement et de paiement :

Le mode de règlement choisi par l'Administration est le virement. Aucune modification du mode de règlement ne peut avoir lieu. Le délai de paiement est fixé à trente (30) jours à partir de la date de réception de la facture par l'Administration sur CHORUS.

3) Forme juridique du groupement de prestataires attributaire du marché : sans objet

4) Langue : Français

SECTION XII : Dossier de consultation

LE REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC) et son annexe :

ANNEXE 1 : Modalités pratiques de la consultation dématérialisée.

L'ACTE D'ENGAGEMENT, ses annexes financières et son annexe administrative :

Annexes financières :

ANNEXE 1 : Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ;

ANNEXE 2 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Annexe administrative :

ANNEXE 1 : Déclaration de sous-traitance (DC4) ;

LE CCAP, à accepter sans modifications ;

LE CCTP et ses deux annexes :

ANNEXE 1 : Annexe bâimentaire – liste et coordonnées des juridictions incluant la catégorie de rattachement des bâtiments de chaque site qui entrent dans le champ d'application du présent marché ;

ANNEXE 2 : Inventaire technique.

NB : Si le candidat remarque une anomalie technique sur les documents qui lui sont remis, il est invité à contacter le service le plus rapidement possible et en tout état de cause avant la remise des plis. Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'une anomalie dans les dispositions du cahier des charges en cours d'exécution du marché.

SECTION XIII : Conditions relatives à la candidature

1) Renseignements concernant la situation propre du candidat

Le candidat doit transmettre les renseignements concernant la situation propre de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire de services et renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale requise en vue de la sélection des candidats (application des articles R.2143-6, R.2143-7, R.2143-8, R.2143-9, R.2143-10, R.2143-11, R.2143-12 et R.2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

1.1 Critères de sélection des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1, R.2144-2, R.2144-3, R.2144-4, R.2144-5, R.2144-6, R.2144-7 du Code de la commande publique ne sont pas admises, les candidatures dont les capacités professionnelles, techniques et financières sont analysées, par la Personne publique, comme insuffisantes au regard des prestations objet de cet accord-cadre.

S'agissant des éléments de candidature à produire, les candidats choisissent l'une des options suivantes :

- **Les éléments sont joints au dossier d'offre conformément à l'article 1-1.1 ci-dessous ;**
- **Etablir un formulaire type pour le DUME conformément à l'article 1.1.2 ci-dessous.**

1.1.1 Dossiers de candidature à joindre à l'offre

✓ **Situation juridique – références requises**

Le dossier devra être formalisée comme suit, et contenir les éléments suivants :

- la lettre de candidature : imprimé DC1 (ou tout autre document comportant les mêmes rubriques) dûment renseigné et intégralement renseignée, datée et signée par la personne habilitée à engager la société ou, en cas de candidature groupée, par l'ensemble des membres du groupement ;
- la déclaration du candidat : imprimé DC2 (ou tout autre document comportant les mêmes rubriques) dûment rempli et intégralement renseignée, datée et signée par la personne habilitée à engager la société ou, en cas de candidature groupée, un imprimé DC2 rempli par chaque membre du groupement, en prenant soin de renseigner la totalité des rubriques accompagné des annexes à joindre ; Le(s) numéro(s) SIREN du soumissionnaire devra impérativement être indiqué dans le cadre de cette procédure ;

- le cas échéant, le pouvoir habilitant le signataire à engager l'entreprise et tout document permettant de prouver que le signataire a l'habilitation pour engager la société (pouvoir en chaîne) ;
- tout élément permettant à la Personne publique d'apprécier les capacités techniques et financières du candidat (notamment références, présentation de la société et organisation).

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles sur le site internet du Ministère de l'Economie des Finances et de la Relance – [economie.gouv.fr \(https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat\)](https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat).

✓ **Capacité économique et financière – références requises ou DC2**

Renseignements permettant d'évaluer les capacités financières du candidat : chiffre d'affaires global, chiffre d'affaires relatif aux prestations considérées et résultats pour les trois dernières années.

✓ **Référence professionnelle et capacité technique – références requises ou DC2**

✚ **Renseignements permettant d'évaluer les capacités professionnelles et techniques du candidat sur les trois dernières années :**

- conditions générales d'exploitation,
- documentation présentant son organisation, ses moyens en personnel, effectifs moyens annuels et importance du personnel d'encadrement,
- moyens en matériels : outillage, matériel et équipement technique dont le candidat dispose pour l'exécution de marchés de même nature,
- description des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise,
- certificats de qualifications professionnelles.

✚ **Liste des références en rapport et proportionnées avec l'objet du marché :**

Une liste des principaux services fournis par le candidat au cours des trois dernières années portant sur un objet analogue à celui de la présente consultation, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé pour des prestations exécutées au cours des trois dernières années.

✚ **Certificats et habilitations particulières** exigées par la réglementation de ce secteur d'activité :

Les nouvelles versions des imprimés DC1 et DC2 sont disponibles sur le site internet du Ministère de l'Economie, des Finances et de la relance (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

✚ **Nombre maximal de candidats admis à présenter une offre**

Sans objet

✚ **Nombre minimal de candidats admis à présenter une offre**

Sans objet

1.1.2 Candidature sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Conformément à l'article R.2143-4 du Code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme du document unique de marché européen, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le

DUME (document unique de marché européen).

Si le candidat établit un DUME, il ne devra pas fournir les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat et attestation sur l'honneur).

Ce DUME doit être impérativement rédigé en Français.

Toute offre remise dans une langue étrangère non traduite sera, de fait, éliminée de la présente consultation.

Pour plus de renseignements, le candidat peut consulter la page de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-espd> et le service permettant de remplir et réutiliser le DUME <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>.

Le(s) numéro(s) SIREN du soumissionnaire devra impérativement être indiqué dans le cadre de cette procédure.

SECTION XIV : Modalités de remise de l'offre

Le dossier d'offre doit comporter :

1. ***L'acte d'engagement, ses annexes financières (DPGF et BPU) transmises aux formats PDF et Excel et son annexe administrative, dûment complétés (datés, signés et paraphés) par la personne habilitée ;***
2. ***Le CCAP (paraphé et signé) ;***
3. ***Le CCTP et ses deux (2) annexes (paraphés et signés) ;***
4. ***Le cadre de réponse technique du Titulaire valant mémoire technique dûment renseigné, dans son intégralité relative au critère technique et au critère environnemental ;***
5. ***L'agrément ou l'attestation d'accréditation valable délivré par les administrations compétentes ;***
6. ***L'attestation d'assurance en cours de validité précisant la période couverte ;***
7. ***Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).***

POINTS D'ATTENTION :

- L'attention du candidat est appelée sur le fait que l'acte d'engagement et son annexe financière **doivent tous être dûment complétés, paraphés, datés et signés par le représentant habilité ;**
- **La DPGF et le BPU** (annexes financières de l'acte d'engagement) doivent être remis **aux formats PDF et Excel** et ce, afin de permettre une vérification efficiente des données saisies.

- L'Administration **écartera toutes les offres** dont :
- le dossier d'offre est incomplet ; **les pièces 1 à 7 précitées** doivent impérativement être jointes au dossier d'offre ;
 - les montants à indiquer dans les annexes financières (DPGF et BPU) de l'acte d'engagement **ne sont pas complètement renseignés** ;
 - les prix unitaires en € HT du BPU **ne sont pas complètement renseignés**.
- En cas de discordance entre les différentes indications des prix forfaitaires figurant dans l'offre d'un candidat, **les montants indiqués dans l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications**. Dans cette hypothèse et/ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la DPGF, l'attributaire sera invité à **rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire précité porté sur l'Acte d'Engagement**.
- **Ci-dessous, un récapitulatif complet des pièces à déposer :**
- L'acte d'engagement (paraphé, daté et signé):
 - ✓ **Article B : Engagement du soumissionnaire ;**
 - ✓ **Article 3.1 : Montant forfaitaire annuel en euros ;**
 - ✓ **Article 3.3 : Montant sous-traité (rayer (a) ou (b)) ;**
 - ✓ **Article 5 : Avance (cocher).**Et ses annexes financières (DPGF et BPU) **transmises aux formats PDF et Excel**, les 2 versions **dûment complétés, paraphés, datés et signés par la personne habilitée** ;
 - Le CCAP, **paraphé et signé par la personne habilitée** ;
 - Le CCTP, **paraphé et signé par la personne habilitée** ;
Et ses deux (2) annexes, **paraphées et signées par la personne habilitée** ;
 - Le cadre de réponse technique du Titulaire valant mémoire technique renseigné, dans son intégralité relative au critère technique et au critère environnemental ;
 - Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP) ;
 - Le DC1 ou DUME ;
 - Le DC2 ou DUME ;
 - L'attestation d'assurance en cours de validité précisant la période couverte ;
 - L'agrément ou l'attestation d'accréditation valable ;
 - L'attestation de régularité fiscale de l'année en cours ;
 - L'attestation URSSAF de moins de (6) six mois ;
 - Le Kbis (daté de moins de 3 mois) ;
 - Cas particulier : la délégation de signature.

Document à conserver par le candidat : le présent règlement de la consultation (RC).

SECTION XV : Critères d'attribution

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous :

- **La valeur technique de l'offre : 35 %**

Cf. le cadre de réponse technique du Titulaire, pour le détail sur les sous-critères retenus et leurs pondérations respectives.

- **Le montant de l'offre : 55 %**
 - Coefficient de pondération accordé à la DPGF : **40%**
 - Coefficient de pondération accordé au BPU : **15%**
- **La politique sociale et environnementale de l'entreprise : 10%**

Cf. le cadre de réponse technique du Titulaire, pour le détail des rubriques à renseigner sur cette thématique.

SECTION XVI : Attribution

Le candidat classé premier doit avant attribution du marché transmettre à la Personne publique, les **certificats sociaux et fiscaux (cf. a) ci-dessous)**.

La non remise des justificatifs à la date fixée, implique renonciation à l'attribution du marché ; son offre est rejetée et le candidat éliminé. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la première est sollicité pour produire les mêmes documents avant que le marché ne lui soit attribué.

a) Certificats sociaux et fiscaux

Conformément aux articles L.2141-1, L.2141-2, L.2141-3, L.2141-4, L.2141-5, L.2141-6, L.2141-7, L.2141-8, L.2141-9, L.2141-10, L.2141-11, L.2341-1, L.2341-3, L.2341-4, L.2341-5 et R.2143-3 et suivants du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019, le marché sera attribué au candidat retenu sous réserve que celui-ci produise **dans un délai maximal de trois (3) jours ouvrés**, à compter de la demande de la Personne publique :

- Les attestations ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant le respect des obligations fiscales ;
- Les attestations ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant le respect des obligations sociales ; l'attestation sociale doit dater de moins de six (6) mois (cf. articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail).

b) Fausses déclarations

Toute fausse déclaration tombe sous les dispositions de l'article 441-1 du Code pénal, sans préjudice d'une exclusion de la compétition en cours.

SECTION XVIII : Autres renseignements

- 1) Numéro de référence attribué par la Personne publique :** Prestations de vérifications périodiques réglementaires et techniques, applicables aux bâtiments judiciaires du ressort de la Cour d'appel de Versailles.

MP_2024_002_78_1_210_53_78

- 2) Définition des études à effectuer par les candidats lors d'un concours, d'un marché de conception réalisation ou d'un dialogue compétitif :** sans objet

- 3) Récompenses et jury :** sans objet

- 4) Conditions d'obtention des documents contractuels et des documents additionnels :**

- Date limite d'obtention : sans objet
- Frais de reprographie : sans objet

Conditions et mode de paiement : sans objet

- 5) Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration :** sans objet

Dans l'affirmative, modalités de remise des échantillons ou des matériels de démonstration : sans objet

Préciser le sort des échantillons ou des matériels de démonstration (détruits – rendus – conservés) : sans objet.

- 6) Remise de bordereaux des prix unitaires : OUI dans le cadre du BPU – annexe financière à l'acte d'engagement**

Dans l'affirmative, valeur contractuelle : **OUI**

- 7) Application de l'article L2125-1 du Code de la commande publique :** cette consultation fait l'objet d'un accord-cadre à bons de commande.

- 8) Renseignements complémentaires**

8.1 – Modification de détail au dossier de consultation :

L'Administration se réserve le droit d'apporter au plus tard quinze (15) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de la consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

8.2 – Téléchargement du dossier de consultation :

Le dossier de consultation a fait l'objet d'une dématérialisation à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr. Toutes les modalités pratiques relatives au téléchargement du dossier de consultation sont listées en annexe I du présent règlement de la consultation.

SECTION XIX : Contentieux

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal administratif de Versailles

56 Avenue de Saint Cloud

78000 Versailles

Téléphone : 01.39.20.54.00.